

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
DREAL Occitanie UID-31-09/PARC
4 Avenue Didier Daurat CS 40331
31776 COLOMIERS CEDEX

Colomiers, le 17/12/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2024

Contexte et constats

publié sur  **GÉORISQUES**

AIRBUS OPERATIONS SAS site Clément Ader

35 avenue Jean Monnet
31770 Colomiers

Références : 2024/694

Code AIOT : 0006802344

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2024 dans l'établissement AIRBUS OPERATIONS SAS, site de Clément Ader, implanté 35 Avenue Jean Monnet sur la commune de Colomiers.

Cette inspection a porté sur la thématique des PFAS et notamment le respect des obligations de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIRBUS OPERATIONS SAS site Clément Ader
- 35 avenue Jean Monnet 31770 Colomiers
- Code AIOT : 0006802344 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

La société Airbus Operations SAS, site de Clément Ader, est spécialisée dans le domaine de la construction aéronautique et est située 35 Avenue Jean Monnet sur la commune de Colomiers (31 770).

Contexte de l'inspection : Actions nationales 2024 | Risques chroniques

Thèmes de l'inspection : AN24 PFAS | Eau de surface

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
3	Protection des milieux	Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 4.2.4.1	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
4	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription	1 Mois
5	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	5 Mois
7	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	5 Mois
9	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	5 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 4.2.2.	
2	Entretien des réseaux	Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 4.2.3.	
6	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	
8	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	
10	Respect VLE PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	
11	Rejet eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'inspection fait état de :


- 6 faits sans suite ;
- 5 faits avec suites (demandes de justificatifs et actions correctives) dont 2 avec une proposition de mise en demeure.

Les faits avec suites portent sur :

- plans des réseaux ;
- protection des milieux ;
- liste des substances PFAS ;
- conditions et réalisation des campagnes d'analyse ;
- remontée des résultats d'analyses sous GIDAF.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 4.2.2.	
Thème(s) : Actions nationales 2024 Gestion des effluents	
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),- les secteurs collectés et les réseaux associés,- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).	
Constats : L'exploitant a présenté en séance un plan des réseaux d'eaux usées et un plan des réseaux d'eaux pluviales. Ces plans font état de : <ul style="list-style-type: none">• 3 réseaux distincts en eaux usées ;• 6 réseaux distincts en eaux pluviales.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre un plan des réseaux (eaux usées et eaux pluviales) à jour. L'inspection demande également à l'exploitant de se justifier quant à l'absence de réseau d'assainissement pour les autres bâtiments/bassins versants du site Clément Ader (ex : site TOTALENERGIES C30).	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suites	
Proposition de suites :	

N° 2 : Entretien des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 4.2.3.

Thème(s) : Actions nationales 2024 Gestion des effluents

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou des produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Constats :

L'exploitant, sous couvert de son prestataire en charge du suivi et de l'entretien de ses réseaux, a indiqué avoir un contrat pour de l'hydrocurage annuel sur 2 km de réseaux tout confondu (réseaux eaux usées et/ou eaux pluviales). Ce suivi, et au besoin l'entretien associé, s'effectue sur les linéaires identifiés comme sensibles et à la demande si des désagréments sur le réseau sont identifiés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées n'a pas fait de remarque particulière sur ce point.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 3 : Protection des milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 4.2.4.1

Thème(s) : Actions nationales 2024 Isolement avec les milieux

Prescription contrôlée :

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'eaux pluviales des zones à risques de l'établissement par rapport à l'extérieur de l'établissement. Ces dispositifs, repérés sur le plan joint en annexe 2, sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consignes.

Constats :

L'exploitant a présenté la localisation de ses systèmes d'isolement réseaux avec le milieu récepteur. Son réseau compte 3 obturateurs pour son système de collecte des eaux pluviales. Il a été noté par l'inspection que tous les réseaux d'eaux pluviales n'étaient pas équipés de système d'isolement avec le milieu.

Le prestataire en charge de l'entretien de ces systèmes a indiqué réaliser un contrôle et un nettoyage de la semelle de chaque ouvrage de façon semestrielle, ce qui a été constaté pour l'un des obturateurs. Il a été indiqué à l'inspection qu'en cas de coupure électrique, ces obturateurs sont manœuvrables de façon manuelle (vis sans fin ou guillotine).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :

- justifier l'implantation des obturateurs en place (absence sur 3 réseaux) selon la notion de "zones à risques" et l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral en vigueur du 08/01/2014 ;
- rendre les commandes des armoires électriques pour chaque obturateur non accessibles facilement ;
- fournir une fiche de fonctionnement (vis sans fin, vanne guillotine, type de déclenchement, mode de fermeture en cas de dysfonctionnement...) pour chaque obturateur ;
- vérifier la fréquence et la nature des contrôles lors des rondes de l'agent de sécurité.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 Mois

N° 4 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2024 Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

Afin de déterminer les PFAS susceptibles d'être présents sur le site, l'exploitant a :

- recherché, dans sa base de données des fiches de données de sécurité (FDS), des correspondances avec les n°CAS des PFAS listées dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ;
- analysé les FDS des émulseurs présents sur le site.

Cet exercice a conduit à identifier 19 substances PFAS présentes dans des produits avionnables.

L'exploitant a indiqué être en cours de recherche pour les produits dits non avionnables. Les actions mises en place sont :

- création en cours d'un questionnaire fournisseur pour chaque secteur industriel du site. L'exploitant indique ne pas avoir d'information précise pour chaque FDS ;
- choix de points complémentaires de prélèvements intermédiaires ;
- volonté d'analyser les eaux des auto-laveuses : la liste restant à confirmer.

Compte-tenu de la multiplicité des fournisseurs, des produits, des process entrant en jeu dans les activités du site, l'exploitant précise avoir des difficultés analytiques et de recensement d'informations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de formaliser sa liste des PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées sur son site de Clément Ader, en identifiant notamment les PFAS non listées dans l'arrêté ministériel.

L'exploitant peut proposer un séquençage de cet exercice en priorisant les activités les plus susceptibles de mettre en œuvre des PFAS.

Les résultats obtenus et conclusions du rapport d'inspection réalisée sur le site de Saint-Martin le 18 juillet 2024 pourront être utilisés mis en parallèle quant au choix des substances à prioriser.

Un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 Mois

N° 5 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024 Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

L'exploitant a effectué des prélèvements et analyses sur points de ses réseaux (2 points pour le réseau d'eaux usées, 9 points sur le réseau d'eaux pluviales).

Ces points ont fait l'objet de 3 prélèvements :

- décembre 2023 ;
- janvier 2024 ;
- février 2024.

L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé de prélèvement sur un des 3 réseaux d'assainissement.

Pour chaque point de mesure, l'exploitant a caractérisé le type de rejets en lien avec les activités associées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser une nouvelle campagne d'identification et d'analyses des substances PFAS de son site sur 3 mois consécutifs, en particulier pour le point non réalisé lors de la première campagne. Cette campagne doit permettre d'analyser l'ensemble des effluents du site et les eaux pluviales de la totalité du site.

Un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé en ce sens.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 5 Mois

N° 6 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024 Accréditation des organismes mandatés

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

Les prélèvements ont été effectués par un préleveur accrédité.
Deux laboratoires accrédités ont effectué les analyses.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées n'a pas fait de remarque sur ce point.


Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :


N° 7 : Exigences pour le prélèvements


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4		
Thème(s) : Actions nationales 2024 Exigences pour le prélèvement		
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.		
Constats : Sur les eaux pluviales, le prélèvement a été ponctuel sur chacun des 3 points de mesure. Pour les eaux usées, le site n'étant pas équipé de canaux de mesure, les échantillons ont été constitués par différents prélèvements asservis au temps.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier l'impossibilité de mesurer le débit sur les effluents d'eaux usées. Par ailleurs, afin de permettre une analyse plus pertinente des résultats quant à la réalité terrain, il est demandé à l'exploitant d'évaluer les débits rejetés et de partager sa méthodologie d'évaluation avec l'inspection. Il est attendu, pour la prochaine campagne d'analyses, des mesures de débits adaptées afin de calculer au plus près les flux de substances.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 5 Mois		

N° 8 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	
Thème(s) :	Actions nationales 2024 Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.	
Constats : Les limites de quantification ont été respectées.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées n'a pas fait de remarque sur ce point.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	

N° 9 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	
Thème(s) : Actions nationales 2024 Restitution des résultats sur GIDAF	
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.	
Constats : L'exploitant a saisi sous GIDAF les résultats des analyses conduites entre décembre 2023 et février 2024. L'inspection, après avoir pris connaissance des bulletins d'analyses, a identifié une valeur excessive pour les AOF (Point ENV.EU.C15.001: [AOF] = 4300 µg/l). L'exploitant a indiqué avoir identifié une source potentielle de ce dépassement et être en cours d'audit auprès des prestataires suspectés. De plus, l'exploitant a indiqué avoir demandé une contre analyse sur le point de prélèvement concerné par cette valeur élevée auprès des laboratoires et une recherche potentielle de mauvais reporting quant aux résultats d'analyses.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'être destinataire des retours faits par les laboratoires et les prestataires. L'inspection encourage l'exploitant, pour sa prochaine campagne d'analyses, à être vigilant quant aux activités particulières dont les eaux sont dirigées vers le point de rejet ENV.EU.C15.001.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Avec suites
Proposition de suites :	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais :	5 Mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	
Thème(s) : Actions nationales 2024 Qualité des rejets	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée en considérant la concentration nette qui résulte de l'activité de l'installation industrielle.[...]</p> <p>4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau</p> <p>Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :</p> <p>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) - n°CAS 45298-90-6 - Code Sandre 6561 : 25 µg/l</p>	
<p>Constats :</p> <p>Les résultats des campagnes d'analyses ont été saisis sous GIDAF pour les mois de décembre 2023, janvier et février 2024.</p> <p>Après vérification de ces bulletins, les concentrations en PFOS pour chaque point de mesure (réseaux EU et EP) respectent la VLE de 25 µg/L selon la réglementation en vigueur (arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation).</p>	
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas fait de remarque particulière sur ce point.</p>	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 11 : Rejet eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43

Thème(s) : Actions nationales 2024 Qualité des rejets

Prescription contrôlée :

Les dispositions des sections III et IV s'appliquent aux rejets d'eaux pluviales canalisés. Toutefois l'arrêté d'autorisation peut ne fixer des valeurs limites que pour certaines des caractéristiques prévues.

1° Les rejets d'eaux pluviales respectent les dispositions ci-après. Toutefois, les dispositions des alinéas I, II et III ne sont pas applicables aux installations existantes au 1er janvier 2018. Elles s'appliquent par contre aux extensions ou modifications d'installations existantes à cette date.

[...]

II. - Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

IV. - Les eaux pluviales collectées sont rejetées de manière étalée dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites applicables, sous réserve de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.

2° [...] Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 4 doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques...

Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant a présenté en séance un plan des réseaux d'eaux usées et un plan des réseaux d'eaux pluviales. Ces plans font état de :

- 3 réseaux distincts en eaux usées ;
- 6 réseaux distincts en eaux pluviales.

De plus, les résultats des campagnes d'analyses pour décembre 2023, janvier et février 2024 pour chaque point de rejet ont été saisis sous GIDAF.

Le plan d'entretien des réseaux est vu dans le constat 2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Comme indiqué dans le constat n°1, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre un plan des réseaux (eaux usées et eaux pluviales) à jour.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites :